

L'arabisme se rebelle¹

Révoltes ou révolutions ? L'avenir nous le dira. Mais une chose est sûre. Au vu des événements qui bouleversent l'essentiel du monde arabe, les choses ne seront plus comme avant. On parle beaucoup de la Tunisie et de la « révolution de jasmin ». On peut parier que ce qui s'y passe aura des répercussions dans toute cette vaste région. Avec l'entrée en masse de la jeunesse et des paysans dans ce processus d'émancipation politique, mais aussi social et culturel.

On craignait, à tort, en Occident la montée en puissance de l'islamisme, une « talibanisation » des sociétés. Or, et pour l'heure, les islamistes, comme les pouvoirs en place, sont dépassés par l'accélération de l'Histoire. Et l'exemple tunisien provoque l'espoir de changements dans nombre de pays comme l'Algérie, la Syrie, la Jordanie, le Maroc, le Yémen. Et bien entendu l'Egypte où déjà la révolte gronde. Partout se manifestent des mouvements revendicatifs rarement vus.

La Lybie est coupée en deux, au bord de la guerre civile. Kadhafi est sommé de partir. En Egypte, qui oscille entre transition politique et conflit armé interne, la contestation ne faiblit pas : « nous voulons un changement de régime » scandent les manifestants. Déjà, le successeur et fils de Moubarak, Gamal et sa famille ont dû fuir le pays. Des milliers d'Egyptiens se sont à nouveau rassemblés place Tarir au Caire. Les manifestants exigeaient le départ du Premier ministre de Moubarak, Chafik et de son gouvernement « corrompu ».

Au-delà de la diversité de ces mouvements, on peut noter des points communs ; exigence de liberté, d'égalité, des conditions de vie décentes, des emplois... Loin des grilles de lecture d'un Occident qui privilégiait une confrontation entre pouvoir laïcs autoritaires, pro-occidentaux – une « dictature du moindre mal » dirent certains – et islamisme rétrograde et totalitaire.

Des révoltes laïques

Pour Soumaya Bêlassent, présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme. « En Lybie comme en Egypte, les populations rurales, la diaspora, les intellectuels et, aussi, la petite bourgeoisie se sont rassemblés pour porter le même message d'aspiration à la démocratie et à la liberté. Le principal enjeu est de casser l'image entretenue du soi-disant choc entre l'Orient et l'Occident. Face à un Occident qui fantasme sur la talibanisation du monde arabe, il existe une autre alternative.

C'est en Tunisie qu'est né le mouvement. La révolution tunisienne a révélé un enjeu fondamental, qui est un autre dialogue, un autre prisme de lecture que la peur de l'islamisation de ces sociétés et du terrorisme². »

Un nouveau premier ministre tunisien Mohamed Ghannouchi est entré en piste en remplacement de Ben Ali. Pour quelques jours avant de démissionner. Selon le Parti démocratique progressiste (formation d'opposition légale la plus radicale), du chef du mouvement Ettajdid (ex-communiste) et de celui du Front démocratique pour le travail et les libertés, l'équipe sortante conservait les postes-clés : intérieur, défense, affaires étrangères et finances. Les prochaines élections générales devraient se tenir dans six mois et tous les partis politiques qui le demanderont seront légalisés, avait déclaré le premier ministre. Il avait également annoncé la « liberté totale d'information », la libération de tous les prisonniers d'opinion, et la levée de l'interdiction d'activité des organisations de défense des droits de l'homme. Ainsi que la constitution d'un gouvernement d'union nationale chargé de répondre aux « exigences » légitimes du peuple tunisien de changements politiques et sociaux profonds.

« Mascarade »

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - février 2011.

² « Ailleurs aussi les ingrédients existent pour déclencher une révolution ». L'Humanité du 29 janvier 2011.

Moncef Marzouki, opposant historique et virulent au régime tunisien, a jugé qu'il ne s'agit en rien de véritables concessions. Il a dénoncé une « mascarade » après la formation d'un nouveau gouvernement en Tunisie, fustigeant une « fausse ouverture » avec le maintien de ministres du président déchu Ben Ali, (remplacé par Fouad Mebazza, président intérimaire). La Tunisie méritait beaucoup mieux : 90 morts, quatre semaines de révolution réelle, pour aboutir à quoi? Un gouvernement qui n'a d'union nationale que le nom, parce qu'en réalité, il est composé (de membres du) parti de la dictature, le RCD (parti de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali) », a déclaré l'opposant. « Je pense que le peuple tunisien ne va pas se laisser faire par cette espèce de mascarade », a-t-il dit. Il constate que le RCD « conserve toutes les places importantes, dont le ministère de l'Intérieur, qui est supposé organiser les futures élections ». Moncef Marzouki a annoncé qu'il serait candidat à la prochaine élection présidentielle. Il souligne en outre que ce gouvernement ne s'est ouvert qu'à trois partis d'opposition, « qui étaient déjà adoués par la dictature de Ben Ali ».

Nouveau gouvernement, élection d'une Assemblée constituante, création d'une Haute Commission pour protéger la révolution : une nouvelle étape majeure de la transition politique s'est ouverte en Tunisie, qui sonne comme une nouvelle victoire populaire face aux tenants du statu quo. Fouad Mebazza, a dévoilé hier la composition d'un nouveau gouvernement de transition. Composé de 22 membres, il devra, selon la nouvelle feuille de route, uniquement gérer les affaires courantes jusqu'à l'élection de l'Assemblée constituante, le 24 juillet prochain. Après vingt-trois années de benalisme, les Tunisiens se préparent en effet à élire librement ceux qui les représenteront pour rédiger la nouvelle loi fondamentale du pays. D'ici là, la Haute Commission pour la réalisation des objectifs de la révolution, qui vient d'être créée, elle aussi sous la pression populaire, est chargée de travailler à un nouveau code électoral.

Si ces annonces répondent – en grande partie – aux revendications portées depuis des semaines par le Comité national de protection de la révolution et les manifestants de la place de la Kasbah, la vigilance reste de mise alors que les défis sont immenses. Après vingt-trois ans de dictature, les partis – une cinquantaine sont déjà en lice ! – sont peu connus des électeurs et possèdent des moyens limités. Or, le temps pour mener campagne – quatre mois et demi – est très court. L'enjeu est aussi de pouvoir mener un débat serein, alors que la tension reste vive dans le pays où des tenants de l'ancien système sont toujours actifs.

Quelques minutes après la nomination du nouveau gouvernement, le ministère de l'Intérieur annonçait hier que celui-ci avait dissous la police politique et l'appareil de la sécurité d'État, sinistres bras armés de Ben Ali.

La famille du président déchu Zine El Abidine Ben Ali se serait enfuie de Tunisie avec 1,5 tonne d'or, selon Le Monde. Pour les services secrets français, Leïla Trabelsi, la femme du président, « se serait rendue à la Banque centrale de Tunisie chercher des lingots d'or », et aurait essuyé un refus du gouverneur, avant qu'il ne cède sous la pression de Zine El Abidine Ben Ali.

« Il semblerait que la femme de Ben Ali soit partie avec de l'or (...) 1,5 tonne d'or, cela fait 45 millions d'euros », a déclaré au journal un responsable politique français. Une information émanant de « source tunisienne » qui « a l'air relativement confirmée », selon un conseiller de l'Elysée, en dépit de dénégations officielles de la Banque centrale de Tunisie, ajoute Le Monde.

Les ONG Sherpa et Transparency International vont porter plainte pour obtenir une enquête sur les biens détenus en France par le président tunisien déchu Zine Ben Ali.

L'appui du PGE

Le Parti de la Gauche Européenne salue chaleureusement le renversement du régime dictatorial et corrompu du président tunisien Ben Ali par une révolution populaire et pacifique.

L'augmentation du prix des produits de première nécessité et le suicide d'un jeune désespéré ont servi de révélateur à une crise profonde issue des politiques néolibérales imposées par un gouvernement qui était lui-même le fruit d'élections manipulées. Cette crise est aussi le résultat des diktats du FMI depuis les années 80 et 90 avec l'austérité pour les budgets sociaux et les salaires, les privatisations pour le patronat, l'injustice et la misère pour une grande partie du peuple.

Ce qui s'est passé en Tunisie constitue un sérieux rappel à l'ordre pour l'Union européenne et pour sa politique d'association avec les pays du Sud. Cette révolte populaire témoigne de l'échec flagrant d'une politique entièrement tournée vers l'objectif d'une zone de libre échange de conception néolibérale vouée aux intérêts des multinationales et du capital privé, refusant de construire les conditions d'une coopération positive pour les peuples des deux rives de la Méditerranée.

Globalement, c'est l'ensemble de cette politique euro-méditerranéenne qu'il faut refonder au regard des événements qui se sont passés et se passent encore en Tunisie mais aussi en Algérie, elle aussi marquée par des mouvements sociaux et des attentes populaires légitimes. L'Union européenne n'a pas d'avenir sans un véritable partenariat d'intérêt mutuel, dans l'exigence démocratique et l'égalité, avec l'ensemble des pays de la rive sud de la Méditerranée (...).